

# **RAPPORT**

## **ATELIER DE FORMATION A LA GESTION ET L'UTILISATION DE LA PLATEFORME DIGITALE SUR LE SUIVI DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

**Du 14 au 16 Juin 2022**

**Yaoundé**

# I. INTRODUCTION

## 1 CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le projet « **Renforcement de la Gouvernance Budgétaire Pour La Fourniture Des Services De Base Durable Dans Le Respect De La Préservation De L'environnement** » répond à l'objectif du plan stratégique de la coopération Cameroun-Union Européenne d'accompagner les organisations de la société civile camerounaise dans leurs efforts de contribution à une croissance inclusive et durable au Cameroun. Dans le contexte de mise en œuvre des ODD, le projet a pour objectif principal de contribuer au renforcement de la gouvernance budgétaire pour une amélioration de l'efficacité et de l'efficience des politiques publiques (Domaines du financement de l'économie ; des marchés publics et des industries minières) ainsi que de l'accès des populations aux informations de qualité (exactes, compréhensibles, exhaustives et complètes) dans le contexte de mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD).

Se dirigeant vers l'émergence 2035, la question essentielle est d'où vient l'argent ? Nous questionnons le Budget sur ces deux axes ressources et emploi, le Budget d'Investissement Public (BIP) traduit en Commande Publique bénéficie-t-il véritablement aux Citoyens ? D'où le besoin de transparence dans ce secteur en suivant les différentes étapes de passation des marchés dans nos communes. De ce fait, une plateforme digitale, disponible sur internet, pour le suivi des marchés publics au Cameroun a été conçue et développée.

Cet outil de gestion de l'information relative à l'exécution du budget d'investissement public (BIP) permet au citoyen de mieux s'approprier et s'impliquer dans la gestion de la cité. En outre, partant de ce principe il est plus facile pour les associations, les ONG ou encore les citoyens de visualiser l'action publique en matière de commande publique. Dans un contexte de mise en œuvre accélérée de la décentralisation, la mesure constitue une opportunité pour les collectivités territoriales décentralisées.

Ainsi, le Consortium Africa Development Interchange Network (ADIN), AfroLeadership, Centre Régional Africain pour le Développement Endogène et Communautaire (CRADEC), Dynamique Mondiale des Jeunes (DMJ) et Transparency International-Cameroon (TI-Cameroon) a organisé du **14 au 16 juin 2022** à Yaoundé un atelier de « **formation sur la gestion d'une plateforme virtuelle de suivi des marchés publics au Cameroun** » qui a connu la participation des maires et représentants des maires de 6 communes couvrant les régions du Centre (Yaoundé VI), Sud (Ngoulemakong), l'Est (Nguelemendouka, Bétaré Oya & Ngoura) et l'Extrême nord (Yagoua) du pays.

## 2 OBJECTIFS DE LA FORMATION

La formation prenait en compte l'utilisation de l'outil, l'écriture et l'accessibilité dans le but de permettre l'administration de la plateforme du point de vue éditorial. L'objectif principal était de renforcer les capacités des participants sur la maîtrise de l'utilisation de la plateforme digitale sur le suivi de la commande publique pour son utilisation de manière autonome.

Spécifiquement il s'agissait de :

- Faciliter la compréhension de Open Contracting Partnership (OCP) et de Open Contracting Data Standards (OCDS);
- Comprendre les différentes technologies utilisées pour le développement de la plateforme numérique ;

- Engager les acteurs municipaux pour une meilleure implication dans le suivi des marchés publics.

### 3 RESULTAT ATTENDU

Le Consortium, l'équipe de mise en œuvre du projet et les acteurs municipaux sont mis en capacités pour l'administration et l'utilisation de la plateforme Digitale sur le suivi de la Commande Publique.

## II. DEROULEMENT DE L'ATELIER

Trois étapes ont ponctué le déroulement des travaux, à savoir :

- La cérémonie d'ouverture ;
- La phase technique ;
- La cérémonie de clôture

### 1. OUVERTURE DE L'ATELIER

Mr MBALLA MBALLA souhaite la bienvenue à tous les représentants des communes -- de Yaoundé VI, Ngoulemakong, Ngoura, Betare Oya, Nguemendouka, et Yagoua. Il rappellera ensuite que **L'ATELIER DE FORMATION A LA GESTION DEL'UTILISATION DE LA PATEFORME DIGITALE SUR LE SUIVI DE LA COMMANDE PUBLIQUE** fait suite à une série d'ateliers inter régionaux et des consultations communales, ayant pour objectif une meilleure opérationnalisation du Cadre de suivi de Supervision et Redevabilité aux sein des communes, qui sont présentées comme la cellule de base de la mise en œuvre du projet portant sur le «**Renforcement de la Gouvernance Budgétaire Pour La Fourniture Des Services De Base Durable Dans Le Respect De La Préservation De L'environnement**», projet porté par le Consortium *Africa Development Interchange Network (ADIN)*, *Afroleadership*, *Centre Régional Africain pour le Développement Endogène et Communautaire (CRADEC)*, *Dynamique Mondiale des Jeunes (DMJ)* et *Transparency International – Cameroon (TI-Cameroon)*, et financé par la Délégation de l'Union Européenne au Cameroun, dans le cadre de la Coopération Cameroun-Union Européenne. Rappel sera ensuite fait de ce que les travaux de l'atelier porteront prioritairement sur les marchés publics ; à savoir si la commande publique répond aux besoins des populations (routes, eau potable, infrastructures...); amélioration qualitative des échanges d'information à travers la plateforme en ligne, mise en œuvre pour le suivi des marchés publics.

Mr TSOUNKEU Martin renchérit en disant que les 6 communes pilotes réunies ce jour pour l'occasion sont du fait des ateliers inter-régionaux et des consultations communales réalisés en amont. L'ambition est de s'étendre au-delà des réflexions engagées sur les plans de développement communaux pour répondre aux difficultés de l'échange et de transparence de l'information et la mobilisation des ressources pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) aidée de l'outil de suivi de la commande publique qui sera présentée ce jour aussi bien dans son aspect technique que dans son aspect stratégique afin que les magistrats municipaux soient édifiés et en capacité de mettre en œuvre le Cadre de Suivi, Supervision et Redevabilité pour les ODD.

Des attentes exprimées par les participants l'on retient :

- S'arrimer à la nouvelle plateforme Digitale sur le suivi de la commande publique et de voir son implémentation sur le terrain au niveau communal ;
- Renforcer les capacités sur les techniques de suivi de la commande publique ;

- Pouvoir revoir le système de passation des marchés publics pour qu'il soit plus transparent et qu'il championne le plus méritant dans les appels d'offre ;
- Avoir un accès à une information plus lisible et traçable dans tout le processus de passation des marchés publics ;
- Acquérir des connaissances pratiques pour les mettre en œuvre sur le terrain.

## 2. PHASE TECHNIQUE DES TRAVAUX

Mme HAPPI Jocelyne, Développeur et Collaboratrice du Consultant pour la conception de la plateforme, a commencé par donner quelques définitions (TI-C, Internet, comment y accéder et les diverses raisons pour lesquelles nous l'utilisons). Elle poursuit en informant que la plateforme est composée d'un front-end visible à ses utilisateurs et d'un back-end alimenté par ses administrateurs.

De la présentation du contexte qui a motivé la création de la plateforme digitale de suivi de la commande publique faite par M. Bertrand WAMBA, on retient que le Cameroun a adhéré à l'**Open Contracting Partnership** (OCP) qui fédère plus de 150 membres à travers le monde, et dont l'objectif principal est la promotion des normes et des meilleures pratiques en matière de divulgation et de participation aux marchés publics, dans le but faire progresser les contrats ouverts dans le monde entier. Il s'agit de Partenariat pour des contrats ouverts. Le terme transparence dont nous parlons ici est à comprendre comme le fait d'avoir le même niveau d'information accessible à tous. Cet atelier est donc une opportunité pour les magistrats municipaux présents pour mettre en œuvre l'Open Contracting à travers un cadre de suivi, de supervision et de redevabilité pour la protection de la Fortune Publique afin de réaliser les ODD de manière concrète. Les divers défis auxquels font face les communes ne doivent pas être un frein dans l'avancement de l'opérationnalisation de la feuille de route établie lors des consultations communales. Ainsi l'Open Contracting Partnership (OCP) est défini comme un organe à but non lucratif qui plaide en faveur d'une norme mondiale pour des marchés publics de meilleure qualité et plus ouvert. Il vise donc l'ouverture et la transparence dans la passation des marchés publics avec des principes et des partenariats bien établis et l'Open Contracting Data Standard (OCDS) est la norme promue par l'OCP des données sur la commande publique ouverte pour la structuration et la publication de données ouvertes couvrant toutes les étapes du processus de passation des marchés.

La plateforme digitale a été mise sur pied avec une méthodologie qui consistait à concevoir, mapper, construire et publier pour les différents cas d'usage tels qu'obtenir un bon rapport qualité-prix pour les acteurs publics ou contrôler l'efficacité des services rendus. C'est un système ouvert à l'information qui a des filtres pour ne relayer que des informations totalement valides qui seront passées par des niveaux d'habilitation intégrés avant publication. La notion de back-end revient pour expliquer que ce n'est pas n'importe qui qui renseigne la plateforme en amont mais des administrateurs précis qui mettront à jour les données à faire paraître sur le front-end pour tout utilisateur.

S'en suit la présentation effective de la plateforme nommée Cameroon Open Contracting Data disponible par Mme Séraphine NGUEPNNAG, en ligne à travers le lien « <https://cameroon-ocd.org> » avec le déroulé de ses différentes fonctionnalités. Tous les participants sont ainsi appelés à consulter d'eux-mêmes sur leurs appareils (téléphone, PC, tablette). Après une navigation sur les différentes fonctionnalités de la plateforme par les participants, une séance de Questions/Réponses (Q/R) est ouverte.

De la séance de questions/réponses/suggestions qui a suivi, l'on note :

- Comment accéder aux informations qui concernent uniquement une commune précise ? La plateforme va couvrir toutes les communes pilotes et au-delà ;

- Les informations disponibles sur la plateforme sont-elles fiables ? Oui, elles sont recueillies auprès de sources officielles (institutions en charge des marchés publics telles que le MINMAP, l'ARMP, Communes, etc.) ;
- La plateforme est un outil citoyen accessible à tous ;
- Meilleure implication du MINMAP dans le processus de développement et viabilité de la plateforme ;
- Intégration de toutes les communes(Pilotes) et toutes les autres communes partenaires au projet ;
- S'assurer d'étendre la portée de la plateforme aux sectoriels ;
- La plateforme peut servir à attirer des investissements dans les Communes ;
- La plateforme sera mise à jour régulièrement pour répondre aux besoins des utilisateurs.

Le deuxième jour de travail débute par une présentation de la synthèse des échanges de la 1<sup>ère</sup> journée, les travaux continuent avec la revue et examen du formulaire de collecte des données qui doit être renseigné dans ses différentes rubriques que sont : Informations générales, biens et services commandés (les livrables), Documents, Intervenants, Attributions, Contrats, Exécution, Transactions et photos/vidéos. L'assurance est donnée aux Maires qu'après appropriation de la saisie des données sur la plateforme, la pérennité des informations fournies est garantie et que pour ce qui est des transactions, les étapes/chronogramme des opérations seront intégrées dans le système.

Nous évoluons ensuite dans l'utilisation pratique de la plateforme Digitale. Les participants partagent leurs adresses e-mails et numéros de téléphone dans le groupe WhatsApp créé (**Plateforme cameroon-ocd**) pour procéder à la création de leurs comptes en tant que administrateurs du back-end du système. Une fois les comptes créés, les participants sont invités à cliquer sur le lien « <https://cameroon-ocd.org/manager> » envoyé dans le groupe pour entrer dans la console d'administration de la plateforme afin de s'exercer, s'approprier du système et y apporter des modifications. Cet exercice a conduit à une expression de satisfaction des participants quant aux attentes exprimées par les uns et les autres vis-à-vis de la plateforme digitale.

Au troisième jour de la formation, la navigation pour appropriation de la plateforme s'est poursuivie. Parallèlement à cet exercice, le Consortium a introduit la réflexion pour engagement stratégique des Maires dans l'ouverture des données pour une transparence dans le processus des marchés publics. Cette articulation a conduit les Maires à un conclave dans le but de comprendre les enjeux et les perspectives d'un tel positionnement.

Pour ce qui est des perspectives, elles se résument à une campagne « Follow The Money » dans les quatre (04) Communes pilotes. Deux activités vont matérialiser la campagne dans la mise en œuvre du projet. A savoir, l'évaluation de quelques projets au sein de chaque commune pilote. Ces évaluations se feront dans le cadre de la mise en œuvre des PCTC locales autour du Cadre de Suivi, de Supervision et de Redevabilité initié dans les Communes lors des consultations communales d'une part et dans les Communes minières lors des ateliers de vulgarisation du Code minier d'autre part. Concernant le positionnement stratégique des Maires, ces derniers ont examiné et adopté une Déclaration d'engagement « A la promotion d'une commande publique transparente, efficace et efficiente »

Des échanges qui ont suivi, des perspectives et recommandations ont été adoptées :

- Les maires sont rassurés que la plateforme est d'ores et déjà opérationnelle, la mise à jour de celle-ci sur la base des reformulations et reconfigurations adoptées sera effectuée ;
- Sur les acquis de cette activité, la campagne « Follow the Money » et production des rapports y afférents vont suivre ;

- Sur le plan de renforcement des capacités TIC-digital, un accompagnement des équipements est sollicité, car entant qu'échantillon-pionnier dans le projet, s'ils encouragent ils doivent être à mesure de former leurs pairs ;
- Pour la pérennisation et viabilité du projet et de l'outil, des coûts supplémentaires doivent être endossés par les différentes parties prenantes.
- Une convention entre le Consortium et les Mairies sera élaborée pour corriger le vide administratif constaté dans le processus d'identification des communes pilotes ;
- Cette convention servira de base pour l'opérationnalisation de l'outil sur le terrain dans le but de voir les 6 communes en partenariat avec le Consortium entraînent les 354 autres communes dans la digitalisation et l'ouverture des données des marchés publics au Cameroun ;
- Le consortium s'engage à mobiliser les ressources auprès de différents partenaires pour accompagner les communes et à ouvrir les réflexions pour trouver des pistes d'autofinancement de celles-ci ;
- Le consortium encourage les Communes à ouvrir des réflexions au sein des Conseils communaux afin de délibérer pour une ligne budgétaire dédiée à cette stratégie. Ce qui garantit la durabilité institutionnelle, technique et budgétaire de cette action.

### **3. CLOTURE DE L'ATELIER**

Au terme des travaux, la lecture officielle de la déclaration signée des Communes est effectuée par le Maire de Nguemendouka. La représentante du Maire de Yaoundé 6 fait son appréciation de l'activité en saluant son bon déroulement tant sur la prestation des participants que sur l'organisation. Le Maire de Ngoulemakong, par ailleurs Vice-président des Communes et Villes Unies du Cameroun (CVUC) remercie toutes les parties prenantes à l'activité et réitère l'engagement des Communes et leurs Maires dans la mise en œuvre du projet et plus spécifiquement dans la promotion de la transparence dans les marchés publics. La remise des attestations de participation à tous clôture l'atelier.